

INVITÉ

Troquer la démocratie contre les apps

Intelligence artificielle - L'exploitation des données figure un «changement de contrat social à bas bruit». Doctorant en philosophie politique et éthique, Adrien Tallent fait le constat que des systèmes technologiques supposés apolitiques ont un impact de plus en plus grand sur nos démocraties. D'où l'idée qu'«il serait nécessaire de politiser la question». Eclairage. *

ADRIEN TALLENT Doctorant en philosophie à Sorbonne Université.



Adrien Tallent: «En fournissant nos données, nous transférons une partie de notre libre arbitre et la faculté d'agir sur nos opinions.» Photo - EV/UNSPLASH

Sélection à l'université, contenus mis en avant sur les réseaux sociaux, justice (1) et médecine (2) prédictives, véhicules autonomes (3), surveillance des foules... Aujourd'hui les algorithmes sont massivement utilisés (4) dans de nombreux pans de la vie politique, sociale et économique. Les termes d'«algorithme», de «donnée» ou d'«intelligence artificielle» (IA) sont souvent assimilés à des mots magiques. Certains voient dans ces «outils» des êtres infallibles, parfaitement rationnels et dont l'aide pourrait se révéler précieuse afin de déléguer certaines tâches – voire certaines responsabilités.

Mais la collecte massive des données et l'utilisation généralisée d'algorithmes constituent aussi une menace pour la société, la démocratie et in fine le contrat social, qui est pourtant à la fondation de la conception moderne de l'État. (5) En échange d'un service (le plus souvent gratuit), les utilisateurs délèguent alors consciemment ou inconsciemment une partie de leur pouvoir de décision ainsi que la possibilité d'agir sur leurs choix et leurs opinions.

L'aboutissement du culte de la raison

Les systèmes d'IA sont construits de manière à pouvoir traiter d'immenses quantités de données. La finalité étant de faire les choix les plus avisés et objectifs possibles. Loin d'être une fatalité, ce déploiement à grande échelle répond à des choix politiques et à la mise en avant de ce que la chercheuse en sciences juridiques Antoinette Rouvroy nomme une «rationalité algorithmique» (6).

Héritières de la révolution scientifique et philosophique du XVIIe siècle, nos sociétés occidentales se sont construites autour des notions de liberté et de progrès. Dans son Esquisse d'un tableau historique de

l'esprit humain (1793) (7), Condorcet proclamait ainsi l'harmonie entre l'émancipation de l'être humain et le développement technique.

Sur le plan politique, la théorie du contrat social se fonde sur les idées de liberté, de démocratie et de vie privée. Toutes les perspectives du contrat social cherchent à comprendre les raisons pour lesquelles des individus échangeraient une part de leur liberté contre un ordre politique. Le contrat social (8) présuppose donc l'existence d'agents rationnels qui se réunissent par intérêt. Dès lors, quoi de plus rationnel que la gestion de divers secteurs par l'intelligence artificielle ?

Dans cette conception, l'être humain est vu comme faillible face à une IA infallible car fondée sur des «données» considérées comme des objets mathématiques. L'avènement d'une «gouvernementalité algorithmique» (9) – les décisions se fondent désormais sur le traitement des données plutôt que sur la politique, le droit ou les normes sociales – rendrait enfin possible le règne de la raison. Ainsi, toute décision deviendrait irréfutable car elle serait appuyée sur des arguments statistiques. C'est oublier les nombreux biais qui existent dans la saisie des données et dans leur exploitation par des algorithmes. (10)

La logique du contrat social (notamment depuis la révolution industrielle puis le développement de l'État providence au XXe siècle) était une logique assurantielle. Ignorant le futur, les individus avaient intérêt à s'assurer collectivement contre le risque. Désormais, le développement de l'analyse prédictive rend caduque cette version du contrat. Les offres d'assurances peuvent être adaptées aux risques précis que chacun encourt.

Les géants du numérique connaissent nos préférences, nos opinions, nos envies et nous enferment dans ce que l'essayiste Eli Pariser nomme une «bulle de filtre» (11). Le contenu en accord avec nos idées y est surreprésenté et les avis contradictoires y font défaut, augmentant alors la diffusion des fake news – à plus fort potentiel de réactions et donc de diffusion (12). Nous partageons dès lors de moins en moins de vérités et d'expériences communes, pourtant nécessaires au fonctionnement de la démocratie.

En analysant nos données pour prédire notre comportement, le capitalisme devient un «capitalisme de surveillance» (13) pour reprendre les mots de l'universitaire Shoshana Zuboff. Pour ces entreprises, les individus ne sont plus des clients mais des produits pour les annonceurs. Le philosophe Bernard Stiegler (14) explique ainsi que les individus se sont transformés en «fournisseurs de data». Déjà individualisés, ils sont en outre dés-individués: leurs données permettent de les déposséder de leur volonté. A titre d'exemple, le fait que nous sommes exposés à de la publicité ciblée témoigne d'une anticipation de nos désirs. Nous ne savons plus réellement si nous avons désiré l'objet que nous avons acheté puisqu'il nous a été montré avant même que nous l'ayons désiré. Notre désir est automatisé.

Accoutumés au progrès technique, les individus se sont habitués à un environnement où la quête du confort, de la rapidité, du divertissement, permet la généralisation et la pérennisation de systèmes techniques invasifs, au détriment de certaines libertés fondamentales (15) (droit à la vie privée, à l'anonymat, à l'indépendance de la pensée...), garanties de nos sociétés démocratiques.

En fournissant nos données, nous transférons une partie de notre libre arbitre et la faculté d'agir sur nos opinions jusqu'à influencer des élections (16). Le cas de Cambridge Analytica (17) a été le plus médiatisé: il a montré au monde la capacité de manipulation politique que possédaient les réseaux sociaux dans des élections aussi déterminantes que la présidentielle Américaine de 2016 ou le référendum britannique sur l'appartenance à l'Union européenne la même année. Si l'entreprise a été fermée en 2018, rien n'a véritablement changé. (18)

Ciblés par les annonceurs, individualisés et profilés par les assureurs, influencés politiquement et soumis aux décisions opaques et arbitraires d'algorithmes, nous nous isolons et ne partageons plus la volonté générale que Rousseau définit comme la somme des volontés particulières et considère comme préalable au sentiment de société.

Politiser la question de l'usage des technologies

Ce changement de contrat se fait à bas bruit et les individus peuvent alors être victimes d'usages abusifs de leurs données par ces systèmes technologiques supposés apolitiques. D'autant plus s'ils sont déjà victimes de discriminations. (19)

La technologie semble toujours se situer hors du débat politique et s'imposer aux sociétés qui n'ont d'autre choix que l'acceptation (plus ou moins partielle). Conscients des risques, les parlements et les institutions internationales se mettent à légiférer sur la question, à rédiger des chartes éthiques, des règlements. C'est le

cas des divers règlements européens dont le règlement général sur la protection des données (RGPD) (20) est le plus connu.

Pourtant, ces questions restent souvent très techniques et juridiques, excluant d'emblée les individus qui subissent les dommages causés par le traitement de leurs données (ciblage, amoindrissement du libre arbitre, discriminations, surveillance, notation, influence...).

Pour Rousseau, seuls des individus libres peuvent construire une société libre. Or, le manque de recul critique et d'une prise de conscience des enjeux du numérique ainsi que l'absence d'une éducation numérique menacent les fondements de nos sociétés démocratiques. Il serait nécessaire de politiser la question, que les citoyens se saisissent de ces sujets et en débattent afin de dessiner ensemble les contours d'un futur technologique enviable pour et par tous. I

* Article paru sous le titre «Exploitation des données: un changement de contrat social à bas bruit» dans The Conversation (TC), 27 fév 2023, theconversation.com

1. S. Abiteboul, C. Mathieu, «La justice prédictive et l'égalité devant la loi», TC, 26 avr. 2018.
2. P. Besse, «Médecine, police, justice: l'intelligence artificielle a de réelles limites», TC, 1er déc. 2021.
3. A. Touzain, «Des véhicules autonomes mais pas infaillibles», TC, 29 nov. 2016.
4. C. O'Neil, Algorithmes, la bombe à retardement, éd. Les Arènes, 2018.
5. L. Strauss, «Les trois vagues de la modernité», trad. (anglais): M. Nafi, Le Philosophoire 2005/2 (no 25), pp. 167-180.
6. S. Abiteboul, C. Froidevaux, «Autour de l'informatique: les algorithmes et la disparition du sujet», TC, 22 janv. 2016.
7. Condorcet, «Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain», Paris, 1822 (1795).
8. Rousseau, Du contrat social, Paris, 1886 (1762).
9. A. Rouvroy, T. Berns, «Gouvernementalité algorithmique et perspectives d'émancipation», Réseaux 2013/1 (no 177), pp. 163-196.
10. T. Poibeau, «Emploi, sécurité, justice: d'où viennent les 'biais' des IA et peut-on les éviter?», TC, 4 fév. 2021.
11. E. Pariser, The Filter Bubble: What The Internet Is Hiding From You, Penguin UK, 2011.
12. A. Guess, J. Nagler, J. Tucker «Less than you think: Prevalence and predictors of fake news dissemination on Facebook», Science Advances, Vol 5, Issue 1, 9 janvier 2019.
13. S. Zuboff, L'Age du capitalisme de surveillance, trad. (anglais): B. Formentelli et A.S. Homassel, éd. Zulma, 2020.
14. B. Stiegler, Dans la disruption, comment ne pas devenir fou?, éd. Les Liens qui libèrent, 2016.
15. E. Verdon, «La reconnaissance faciale, du déverrouillage de téléphone à la surveillance de masse», TC, 10 juin 2022.
16. V. Tisserant, «Comment l'usage de vos données peut influencer les élections», TC, 12 juin 2020.
17. I. Manokha, «Le scandale Cambridge Analytica contextualisé», Cultures et conflits, 109, printemps 2018, pp 39-59.
18. M. Untersinger, D. Leloup, «Christopher Wylie: 'Cambridge Analytica a fermé, mais ses tactiques n'ont pas disparu'», Le Monde, 11 mars 2020.
19. K. Gentelet, L.C. Mathieu, «Comment l'intelligence artificielle reproduit et amplifie le racisme», TC, 23 nov. 2021.
20. Articles sur RGPD - [The Conversation.com/fr/topics/rgpd-54271](https://theconversation.com/fr/topics/rgpd-54271)
EU - [The Conversation.com/leurope-regles-l'ia](https://theconversation.com/leurope-regles-l'ia)



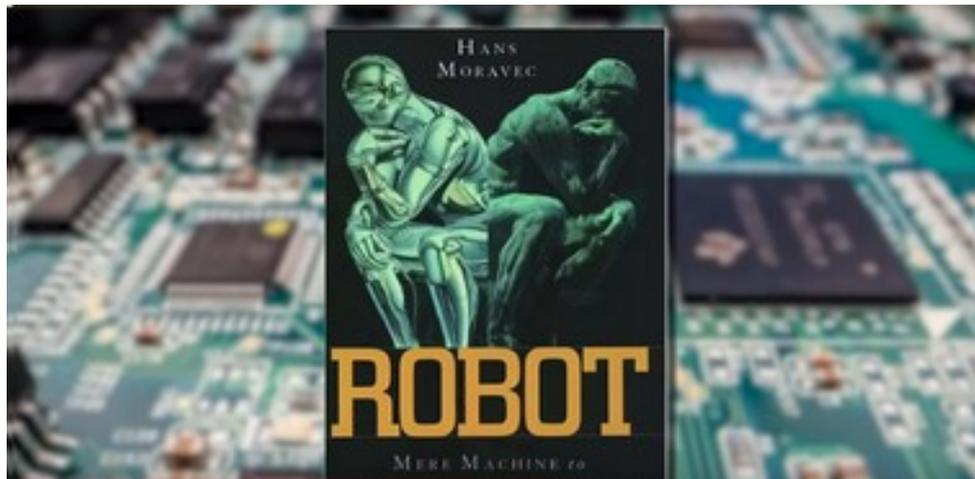
C'est une des critiques les plus pertinentes jamais produite contre le capitalisme qui montre ce qui se cache derrière le système et ses façons d'agir. C'est, entre les lignes, aussi une critique sanglante de l'introduction forcée de l'IA dans tous les aspects de nos vies, sociales, économiques et même individuelles. Nous pouvons déduire de ces critiques que des luttes doivent être menées non pour réglementer la technologie mais pour voir la signification destructrice qu'elle a prise entre les mains d'une humanité qui était de loin pas capable de la maîtriser et la faire aller dans un sens où elle aurait pu bénéficier à tous, quelque soit la personne, d'où qu'elle vient. Pour le moment, cette technologie sert surtout la grande industrie pour améliorer la productivité, les gouvernements pour contrôler les populations sur le bord de la révolte et traquer les individus qui risquent de poser problème en questionnant le capitalisme...

Écologie de la subjectivité

Irène Pereira *



Avec le technocapitalisme, l'intériorité subjective est confrontée à des menaces sans précédents. L'«écologie de la subjectivité» désigne le fait de produire des milieux qui protègent les subjectivités de leur colonisation par le technocapitalisme.



L'ultime rempart contre les pouvoirs tyranniques.

Dans l'Antiquité, les philosophes stoïciens ont mis en œuvre un ensemble d'exercices de soi pour constituer leur intériorité en «citadelle intérieure». La force d'âme intérieure était censée permettre aux stoïciens de résister aux épreuves de l'existence (telles que la maladie ou le deuil), mais également à l'imposition d'un pouvoir tyrannique. Ainsi, Epictète distingue entre ce qui dépend de moi et ce qui ne dépend pas de moi.

Cette force d'âme intérieure permet au philosophe de résister, y compris aux tortures qui pourraient lui être imposées par des pouvoirs tyranniques.

Aliénation au travail et intériorité subjective dans le capitalisme industriel.

Néanmoins, la philosophie stoïcienne tend à réduire la question de l'exercice du pouvoir sur une subjectivité à une éthique individuelle. Pourtant, tant les pratiques esclavagistes que les violences sexuelles résultent de systèmes sociaux qui peuvent avoir pour conséquence la destruction même de l'intériorité des personnes.

La philosophe Simone Weil, dans son ouvrage *La condition ouvrière*, a bien perçu la manière dont ce qu'elle considère comme le pouvoir technocratique capitaliste – qui prend la forme du taylorisme – s'attaque à l'intériorité même des ouvriers. Ceux-ci effectuent un travail tellement aliénant qu'ils ne peuvent plus penser ou que, pour pouvoir supporter ce travail, ils doivent arrêter de penser.

La défense de l'intériorité ne constitue donc pas seulement un enjeu individuel, mais doit être, en tant que telle, l'objet d'une lutte collective.

Le nouvel esprit du technocapitalisme.

Le nouvel esprit du capitalisme se distingue du capitalisme industriel par le fait qu'il mobilise la subjectivité des salarié·es. C'est ce que décrit par exemple la sociologue Marie-Anne Dujarier dans *L'idéal au travail*: il faut faire preuve d'esprit d'initiative et être créatif.

Mais comme le montrent les recherches sociologiques en psychopathologie du travail, cela se traduit par une augmentation des problèmes de santé mentale en relation avec le travail: troubles anxieux, burn-out...

Cet état de fait est également lié à la continuité de plus en plus présente entre emploi et vie privée, du fait des nouvelles technologies. De ce fait, on constate que les nouvelles formes d'organisation du travail menacent également l'intériorité subjective d'une manière inédite.

Industries du divertissement et intériorité subjective.

Mais ce n'est pas uniquement dans le cadre de l'emploi que le technocapitalisme agit de manière délétère sur les subjectivités, c'est également durant le temps des loisirs. Cela est mis en lumière par l'«économie de l'attention». Il s'agit de capter l'attention des personnes considérées comme des consommateur·trices. L'objectif peut être de les exposer le plus souvent possible à des publicités en ligne de manière à les inciter à des actes d'achat. Cela peut être également de leur faire consommer et alimenter l'industrie du divertissement: séries télévisées, jeux vidéos, réseaux sociaux....

De quel temps est-il alors encore possible de disposer, en dehors du temps consacré à l'emploi et du temps colonisé par les industries du divertissement, pour pouvoir développer une intériorité subjective autonome ?

L'arraisonnement de la subjectivité.

Ce que l'on constate également chez les industriels du technocapitalisme, c'est le fantasme de pouvoir rendre totalement transparente l'intériorité subjective et de la contrôler. On peut constater l'intérêt depuis une dizaine d'années pour le «neuromarketing» ou encore les nudges digitaux.

Ce fantasme de pouvoir surveiller constamment les personnes sans qu'elles ne s'en rendent compte, ou de lire dans les pensées, n'est pas nouveau. On le trouve depuis long temps dans les fictions, par exemple. Elles incarnent un imaginaire politique totalitaire. La différence avec le passé, c'est que des neuroscientifiques prétendent pouvoir y parvenir et font des progrès en ce sens. On peut lire dans la presse le compte-rendu, par exemple, d'expériences neuroscientifiques sur la reconstitution d'images auxquelles pense une personne grâce à l'intelligence artificielle.

L'écologie de la subjectivité: champ de luttes en devenir.

L'«écologie de la subjectivité» désigne le fait de produire des milieux qui protègent les subjectivités de leur colonisation par le technocapitalisme. De ce fait, l'écologie de la subjectivité constitue un nouveau champ de luttes en devenir. Il s'agit de lutter collectivement pour préserver nos subjectivités.

L'écologie de la subjectivité est liée à des conditions matérielles. Par exemple, on sait que la pauvreté économique a un impact sur les subjectivités. La nouveauté du technocapitalisme réside dans ses capacités d'arraisonnement de la subjectivité.

Cela signifie que la protection de la subjectivité n'est pas un problème individuel, mais qu'elle relève d'une question sociopolitique, car il s'agit de constituer des milieux qui ne dégradent pas les subjectivités, mais qui leur permettent de s'épanouir.

*Sociologue et philosophe de formation, ses recherches portent sur l'éducation populaire. Cofondatrice de l'IRESMO (Institut de recherche et d'éducation sur les mouvements sociaux), Paris, iresmo.jimdo.com

«L'«écologie de la subjectivité» désigne le fait de produire des milieux qui protègent les subjectivités de leur colonisation par le technocapitalisme.»

Commentaire du compilateur G.P.T.

Encore un aspect du capitalisme qui ne se voit pas à prime abord mais qui est significatif de la manière dont celui-ci «résout» les problèmes sociaux en rendant, par exemple, l'aide alimentaire économiquement rentable en parvenant à monnayer même la pauvreté avec des conséquences sociologiques délétères...

AGORA

La honte et la faim

Social - Envisagée à l'origine comme un dispositif d'urgence, l'aide alimentaire s'est banalisée au fil des dernières décennies dans les pays occidentaux – en 2022, 7 millions de personnes y ont eu recours en France. Au point de constituer une niche rentable pour la grande distribution et la production agro-industrielle.

Eclairage de BENOÎT BRÉVILLE*

Jadis, on y voyait vertu. Avant d'obtenir pitance, les indigents devaient ressentir l'opprobre de la mendicité. On les obligeait à jouer des coudes devant les œuvres de charité, à patienter dans le froid sous l'œil méprisant des passants. Ainsi, ils chercheraient à s'extraire de leur condition.

Nul ne défend plus cette «pédagogie de la honte» (1), qui connut son heure de gloire au XIXe siècle. Les services sociaux et les organisations caritatives prétendent à présent restaurer l'«autonomie», la «dignité» des démunis, grâce à des épiceries sociales et des supermarchés solidaires qui offrent une apparence de liberté en proposant de choisir entre quelques produits souvent peu ragoûtants. Des applications relient même directement requérants et commerçants, afin d'«éviter à des étudiants ou à des travailleurs pauvres la stigmatisation et la honte qu'ils ressentent à se rendre dans des centres de secours alimentaire» – comme le vantent deux chercheurs qui rêvent de faire advenir une aide «socialement acceptable» (2).

En attendant, la honte continue d'habiter ceux qui recourent au soutien alimentaire, au point que beaucoup préfèrent y renoncer. Honte d'être assisté, de ne pas pouvoir nourrir sa famille, du qu'en-dira-t-on... En 2022, 7 millions de personnes ont pu éprouver ce sentiment en France. Elles étaient 5,5 millions en 2018, un chiffre qui avait déjà doublé en dix ans. Imaginée comme un dispositif d'urgence, l'aide alimentaire s'est banalisée dans les pays occidentaux, sous l'effet du chômage, de l'austérité, du Covid-19, et maintenant de l'inflation. Chaque crise apporte son lot de postulants, sans décrire au niveau antérieur une fois la tempête passée.

Année après année, les commentateurs s'étonnent de découvrir un «nouveau public» de «bénéficiaires» – des étudiants précaires, des salariés en contrat à durée indéterminée (CDI), des mères célibataires, des retraités, venus s'ajouter aux habitués des lieux. En distinguant ainsi anciens et nouveaux pauvres, ils reprennent, selon l'historienne Axelle Brodiez-Dolino (3), une «antienne récurrente au fil des siècles qui n'aboutit qu'à stigmatiser les uns pour compatir provisoirement aux autres; à opposer, avec des conséquences politiques délétères, des individus souvent proches sociologiquement, tantôt en deçà et tantôt au-delà du seuil de pauvreté». Et ce faisant, à accroître la honte de tous ceux qui doivent franchir le pas.

À défaut d'être «socialement acceptable», l'aide alimentaire est devenue économiquement rentable. Elle permet aux acteurs de la grande distribution de se débarrasser de leurs produits périmés moyennant des ristournes fiscales; aux producteurs de viande de recycler leurs bas morceaux, peau, gras, cartilage, dans des plats low-cost destinés aux associations caritatives; aux agriculteurs d'écouler leurs fruits et légumes impropres au commerce...

Pleinement intégrée dans le complexe agro-industriel, l'aide alimentaire en constitue la part du pauvre, celle dont personne ne veut mais que beaucoup désormais parviennent à monnayer.

* Paru dans Le Monde diplomatique de mai 2023, [Monde Diplomatique.fr/](https://mondediplomatique.fr/)

1. Benjamin Sèze, Quand bien manger devient un luxe. En finir avec la précarité alimentaire, Les Editions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2023.

2. Le Monde, 18 septembre 2022.

3. Axelle Brodiez-Dolino, «Pauvretés durables, pauvretés nouvelles: les conséquences sociales de la crise vues des associations», note pour le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, avril 2021.



Information scientifique, communication, propagande



lundi 6 mars 2023 Dédé la Science * [Chroniqueur énervant](#)

ACTUALITÉS PERMANENTES - Depuis longtemps la communication d'entreprise a inventé l'inintelligence artificielle de ChatGPT: en ce domaine comme en bien d'autres, le cerveau humain dépasse toutes les IA !

Prenons le cas d'une institution rigoureuse et scientifique comme l'université de Genève. Bien que relatant presque à chaque fois une innovation scientifique ou culturelle, ses communiqués de presse sont bourrés de formules standard, répétitives qui, au-delà du contenu, visent à construire une image de marque impressionnante pour le lecteur, journaliste ou autre. Je n'accuserai certes pas mes amis du service de presse de l'uni d'être consciemment robotisés ou soumis à l'autorité d'un propagandiste machiavélique. Mais la forme de leur communication a souvent l'air de sortir d'une école de marketing et partage des méthodes de la communication commerciale ou politique (faut-il distinguer les deux ?).

D'abord, la mention des chercheurs commentés se fait avec un maximum de titres et de grades locaux et leur appartenance à des laboratoires ou institutions, le tout répété dans des textes courts. Les collaborations extérieures, parfois déterminantes, sont souvent mentionnées plus discrètement. Et puis la citation des revues de publication s'accompagne de qualificatifs automatiques par la répétition desquels certaines, comme Nature ou Science, se sont fait la réputation d'être «prestigieuses» ou «très prestigieuses». Alors qu'il s'agit de revues commerciales sélectionnant arbitrairement plus de nonante pour cent des articles qu'elles rejettent sans les lire ou les faire lire.

Les articles retenus pour lecture sont souvent plus sommaires et moins documentés que ceux publiés par des revues spécialisées dites «de second rang», mais dont le fonctionnement respecte beaucoup plus les critères d'évaluation par des collègues compétents. Chez les «très prestigieuses», les copinages, surtout de grands laboratoires anglo-américains, comptent beaucoup. Ainsi que le côté «sexy», pour la presse généraliste, d'articles que l'on mentionnera en bonne place dans les communiqués de presse de la revue, sinon en couverture.

L'impact médiatique est plus important que des critères basement scientifiques, comme la rigueur statistique, la pertinence des hypothèses testées ou la robustesse des résultats clamés. La recherche de scoops, fussent-ils «bidons» et démentis sous peu, est prioritaire. D'ailleurs, un démenti n'est que très rarement publié par la prestigieuse revue et, même dans ce cas, il sera moins lu que le prétendu scoop. C'est ainsi que des âneries comme la fusion à froid, la mémoire de l'eau, l'Eve africaine et bien d'autres continuent à circuler, voire constituent un paradigme dans certains milieux académiques. Ainsi, la publication scientifique d'autoproclamée «excellence» tend plus à être plus évaluée par des «likes» dans un «très petit monde» que par la mise à l'épreuve de ses conclusions face à toute la communauté scientifique... et à la réalité. Bref, parfois on se croirait sur TikTok ou Instagram plutôt que chez des gens compétents...

Alors, comme disait Lénine, «que faire ?»

Deux générations d'impérialisme culturel et économique anglo-américain ont réussi à éliminer les approches scientifiques déviantes de leur modèle, de leurs mafias culturelles et de leur racket économique. Car la publication scientifique y est réservée à ceux qui peuvent la payer très cher en travail, pour rentrer dans un moule culturel biaisé, rigide et inconfortable, et aussi souvent en argent. Car c'est un monde étrange où les auteurs payent pour être publiés et pas l'inverse! N'y échappent que les disciplines très culturelles et intraduisibles, et sans doute des publications en chinois qui, dans certains domaines, pourraient valoir les «prestigieuses» occidentales. Mais le scientifique compétent d'un petit pays ne peut que se soumettre à la dictature scientifique ambiante, ou trouver une des rares niches protégées où l'être de la compétence l'emporte encore sur le paraître médiatique.

«Juste une illusion» est le thème de la Semaine du cerveau 2023 organisée par le Geneva University Neurocenter (Unige) du 13 au 17 mars, tout public, [Semaine du Cerveau](#)



Commentaires du compilateur G.P.T.

On a beau vanter les avantages de l'IA et pousser à son utilisation dans tous les aspects de la vie sociale, économique et scientifique, il n'en reste pas moins que le contrôle de son usage est aléatoire et ses dangers impossible à éviter même avec les meilleures réglementations possiblement imaginables. Au contraire, le plus que l'on créera de la réglementation, le plus que les malins trouveront ses failles et même, les possibilités de la contourner.

Un moratoire semble ne pas pouvoir être la solution nécessaire pour amener l'IA à des meilleurs usages car derrière son développement, il y a des intentions inavouables qui, fatalement, influenceront toute l'affaire.

Tout arrêter alors ?

Impossible car comme on le dit trop souvent... «on n'arrête pas le progrès !»

Alors, face aux dérives citées ci-dessous, que faire donc... ?

Là est la question...!!!!

* * *

Big AI is (maybe) watching you

Aline Bassin

Des caméras de surveillance qui scrutent le regard des serveurs d'un fast food pour évaluer la vitesse à laquelle les commandes sont préparées; des petits «traqueurs» dissimulés dans des ordinateurs pour évaluer la productivité d'un employé de bureau; une intelligence artificielle qui analyse le courrier des employés d'une entreprise pour vérifier qu'ils ne sont pas en train de s'organiser en syndicat.

Voici quelques exemples qui illustrent les dérives que l'accélération observée dans l'application de l'IA pourrait entraîner dans le monde du travail. L'administration américaine prend visiblement la menace au sérieux puisque, selon Bloomberg, elle est en train d'évaluer le risque que ces avancées font peser sur la sécurité et la santé mentale des employés: «Si ces technologies peuvent dans certains cas profiter à la fois aux travailleurs et aux employeurs, elles peuvent également créer de graves risques pour les travailleurs», ont écrit les adjoints du Conseil de la politique intérieure et du Bureau de la politique scientifique et technologique de la Maison-Blanche. Leur prise de position que l'agence de presse s'est procurée doit être publiée ce lundi. Les auteurs de ce billet entendent demander l'ouverture d'une enquête gouvernementale pour mieux comprendre comment ces nouveaux outils sont déployés et à quelles fins.



À suivre donc.....

Lire plus : «Créer l'intelligence elle-même»

Numérique à l'école - [Une inquiétante réforme](#) - 24heures du mardi 04 avril 2023

Qu'en est-il vraiment de l'IA ? - [Pour ou contre](#) - 24heures, Le Courrier, RTS, CLC

ChatGPT débarque - [sur le campus](#) - 24heures du mercredi 03 mai 2023

Faut-il craindre l'IA - [Ses risques](#) - 24heures 31.03.2023

Après le feu, l'électricité et internet - [la révolution de l'IA](#) - 20 Minutes du 20 mars 2023

Derrière l'IA - [le travail précaire au Sud](#) - Le Courrier du 01.05.2023

L'intelligence artificielle est - [omniprésente dans nos vies](#) - Le Temps du 18 janvier 2018

Une technologie - [met en garde contre elle-même](#) - [PME Magazime](#) du 28.04.2023

Fausse photos, vidéos - [une terrible ère du doute commence](#) - Le Temps 6 avril 2023

La mort du progrès - [nous laisse vides et angoissés](#) - Le Temps du jeudi 27 Décembre 2019

L'IA favorise la - [standardisation et non la diversité](#) - PME Management du 15 mars 2023

L'IA qui n'est jamais neutre - [a un objectif sous-jacent](#) - PME Magazine du 16 mai 2023

Une grande [révolution mondiale](#) se prépare - de Ted Kaczynski «The Coming Revolution»

L'IA figure un changement [de contrat social](#) à bas «bruit»